

Longévité d'Ali Bongo au pouvoir

François Soudan, sur RFI, a-t-il tort ?

F. Soudan vient d'accorder une interview à RFI où il s'exprimait sur l'issue de la prochaine élection présidentielle au Gabon. Pour lui, le « système » validera le dossier de candidature d'Ali Bongo et ce dernier sera, au finish, déclaré vainqueur du scrutin.

Notre confrère **Gabonreview** a estimé, quant à lui, qu'en fait « dans une zone - l'Afrique centrale - qui a soif d'alternance, François Soudan n'avait pas besoin d'en rajouter ». Mais il faut peut-être se dire tout simplement que Soudan, dans la première épaisseur de son intervention, nous fait comprendre que chaque peuple n'a, en fait, que les dirigeants qu'il mérite. Surtout que, pour Soudan, comme le rapporte

Gabonreview, l'Afrique centrale serait « la seule partie du continent où les populations seraient ultraconservatrices. » C'est ainsi qu'il prévoit la reconduction de Paul Biya en 2018 à la tête du Cameroun, comme Denis Sassou Nguesso au Congo en mars dernier et Idriss Déby en avril au Tchad ou encore Teodoro Obiang Nguema Mbasogo en Guinée Equatoriale. De fait, pour Soudan, le système Bongo se reproduira

comme il s'est toujours reproduit. Le doute sur sa parenté avec Omar Bongo n'enlève pas à Ali Bongo sa filiation avec le système en place. Il est le produit parfait du système Bongo. La sortie de Soudan sur RFI laisse entendre que les Gabonais, comme les peuples voisins d'Afrique centrale, seraient prisonniers d'une sorte d'ultra-conservatisme - entendez ultra-conformisme - qui les empêcherait de se



Le doute sur la parenté d'Ali Bongo avec Omar Bongo n'enlève pas à Ali sa filiation avec le système en place. Il est le produit parfait du système Bongo.

Enfin, l'alternance est-elle possible au Gabon ?

Mais alors, comment assurer l'alternance vu qu'en 50 années les Gabonais ont bien fini par réaliser que toutes les élections politiques ont été, sont et seront toujours fraudées tant que le système Bongo, minoritaire au



révolter. Pourtant, un zoom sur les années 1990, tant au Gabon qu'au Cameroun, et l'intensité des affrontements entre les oppositions dirigées respectivement par Paul Mba Abessole au Gabon et John Fru Ndi au Cameroun relativise les propos du journaliste de **Jeune Afrique**. En seconde épaisseur, on

nous commande d'agir dans l'urgence, car le risque est grand que l'organisation de celles-ci, comme les précédentes, présente de grands dangers pour la stabilité du Gabon si rien n'est fait pour leur donner un caractère démocratique ». Et de conclure : « La définition d'une nouvelle stratégie de lutte s'impose d'autant plus aujourd'hui que chacun de nous

système Bongo. Parce que, en 50 ans, il a réussi à prendre le contrôle de tous les circuits financiers du pays, de tout l'appareil judiciaire, notamment de la Cour constitutionnelle, de tout le système administratif, notamment les sous-préfets, les préfets et les gouverneurs de provinces, de tout l'appareil diplomatique,

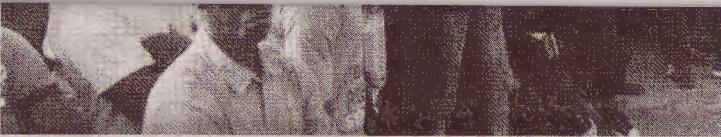
plan électoral, gardera les manettes du pouvoir pour changer les résultats à son profit exclusif ? Ils ont fini par

Le peuple Gabonais est-il capable de gagner, les mains nues, le défi de l'alternance d'ici août prochain ?

reconnaître que les nominations à titre exceptionnel et autres avantages et privilèges que le système Bongo accorde, à vous, son ancien ennemi, ne sont, au mieux, que corruption pour vous opposer au peuple gabonais et retarder l'échéance du départ des Bongo, au pire, une corde pour vous faire pendre, car, comme tout chef mafieux, il accumule des preuves contre vous pour le cas où ... Comme disait Omar Bongo, n'est-ce pas, « *si l'oiseau oublie le piège, le piège n'oublie pas l'oiseau* ». Ils l'ont certainement compris : il faut rompre totalement, définitivement, avec l'hydre Bongo. Mieux, il faut l'éradiquer pour que ses tentacules s'étiolent et meurent. Il faudra ensuite, s'assurer que, plus jamais, il n'y aura dans notre pays de collusion entre la rente et la politique. A la Conférence nationale, les Gabonais ont cru que, pour en finir avec les abus de pouvoir au Gabon, il fallait, d'une part, réduire désormais chaque pouvoir en règlementant sa conquête et sa durée et, d'autre part, multiplier les contre-pouvoirs dans une juste répartition des pouvoirs entre ceux qui dictent les lois de fonctionnement de la société, ceux qui font exécuter ces lois et ceux qui jugent l'action des hommes au regard de ces lois.

Les Gabonais se sont convaincu que la meilleure façon d'obtenir la stabilité des institutions du pouvoir résidait dans l'alternance régulière des gouvernants et des gouvernés pour que celui qui est destiné à gouverner apprenne au préalable à obéir et sache qu'il sera à son tour jugé à la fois par

MK



un pouvoir judiciaire indépendant et par son successeur au gouvernail du pays. Pour éviter à Obo cette issue fatale qui eut condamné aussi la famille, ses amis et ses alliés, le système Bongo s'organisa pour que les acquis de la Conférence nationale soient bafoués ; que, seule, la mort mette fin aux fonctions du chef de l'Etat dit républicain ; que, seul, Ali Bongo, exploitant les mécanismes de contrôle civil, militaire et judiciaire mis en place, remplace héréditairement Obo pour protéger l'immense butin amassé par les Bongo sur le dos des Gabonais et s'assure qu'Omar Bongo Ondimba ne soit jugé, lui, sa famille et son clan, même à titre posthume, par un quelconque successeur non maîtrisé ; qu'Ali Bongo pérennise la dynastie en léguant à son tour le pouvoir à son fils.

Pierre Amoughe Mba, sarcastique, se posait la question de savoir si on ne devait compter que sur Pierre Péan pour écrire un hypothétique livre sur le système Bongo alors que chacun de nous, à quelque niveau de responsabilité qu'il assume ou qu'il a assumée dans le sérail des Bongo, a pu réunir une documentation suffisante pour démasquer les crimes des Bongo devant la Cour pénale internationale. Pourquoi attendre une énième intervention de la France pour faire partir les Bongo du pouvoir alors que nous disposons nous-mêmes de nos intelligences, de nos pieds et de nos poings ? François Soudan n'a finalement pas dit autre chose.

pourrait y déceler que, pour F. Soudan, d'autres voies mériteraient d'être envisagées.

Comme quoi, nul n'est prophète chez soi. Certaines voix se sont déjà élevées au Gabon pour souligner que sous le système Bongo, en période électorale, il ne faut s'attendre qu'à une seule chose : la fraude. Le 3 mai 2014, Pierre Amoughe Mba (puisse Dieu garder son âme dans la paix !), annonçant sa démission du parti de Mba Abessole, disait précisément ceci : « *L'histoire du RPG impose quelques leçons à tous. La première est que ce régime ayant été bâti dans une logique de monopole, il ne pourra tomber par le simple jeu électoral réalisé sur la logique de la législation et des institutions actuelles. La seconde est que la négociation n'est exploitée par Bongo que pour atteindre un seul objectif : conserver à jamais le pouvoir. La troisième est que, seules l'unité et la détermination des forces de l'opposition pourront y mettre fin* ». Près de 3 mois plus tard, le 19 juillet 2014, le Front de l'opposition pour l'alternance ne se faisait aucune illusion sur les conditions dans lesquelles allaient s'organiser les prochains scrutins : « *La proximité des prochaines élections présidentielle et législatives*

présentent que la prochaine élection présidentielle, normalement prévue pour 2016, sera mal organisée et volontairement manipulée avec pour seul objectif d'assurer le maintien au pouvoir d'Ali Bongo Ondimba... Parce qu'il a volé l'élection de 2009 et que sa gestion des affaires publiques entraîne le Gabon à la faillite, à la dégradation continue des conditions de vie des populations, à une pauvreté jamais égalée dans notre pays et, donc, à une impopularité de ses dirigeants, nous avons tout lieu de croire que le pouvoir mettra tout en œuvre pour frauder lors de la prochaine élection présidentielle. Tout le monde est, là-dessus, d'accord : ce jeu de dupes, ce cirque ne peut plus durer ».

Les Gabonais, pas seulement François Soudan, sont bien conscients que le système Bongo contrôle tout. Et chacun de nous comprend, depuis la fin des années 1990, que la libération du Gabon passe par la victoire du peuple gabonais sur le

notamment la haute représentation en France, aux Etats-Unis et à l'Onu, de toute la haute hiérarchie militaire gavée de privilèges matériels et financiers, de tous les organismes chargés des contrôles financiers et de tout le système organisé contre l'enrichissement illicite, c'est-à-dire chargés en réalité de relever les irrégularités des seuls ennemis du système et de protéger la famille Bongo et ses alliés les plus précieux, de tous les organes chargés de l'organisation et du contrôle de la régularité des élections, en réalité chargés d'assurer les victoires systématiques du PDG et la pérennité du système Bongo, ce cancer ne peut être éradiqué par aucun procès, par aucune élection. C'est pourquoi, pour beaucoup de Gabonais, il est quasiment illusoire de croire qu'un tel système puisse s'écrouler à l'issue d'une élection présidentielle organisée par lui.

MK

Communiqué du FESCO

Une réunion des membres du Comité d'organisation du festival culturel de l'Ogooué (Fesco) se tient cet après-midi à partir de 18 heures au siège du journal **Le Mbandja**.

La présence de tous est très indispensable.